

L'ouverture des négociations. État du Pernambuco, 1987

In: Genèses, 4, 1991. pp. 145-156.

Citer ce document / Cite this document :

Maresca Sylvain. L'ouverture des négociations. État du Pernambuco, 1987. In: Genèses, 4, 1991. pp. 145-156.

doi : 10.3406/genes.1991.1070

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1991_num_4_1_1070

L'ouverture des négociations

État du Pernambouc, 1987

Sylvain Maresca

Persée
BY:
\$
= creative commons

En septembre 1987, comme chaque année depuis 1979 dans la zone humide du Pernambouc (l'un des États du *Nordeste* du Brésil), la Fédération des travailleurs ruraux fit approuver une longue liste de revendications et voter l'arrêt du travail. Aussitôt, la récolte de canne à sucre s'interrompit et les journaux annoncèrent 250 000 grévistes. Les jours suivants égrenèrent leur lot d'incidents et de violences, cependant qu'à Recife s'engageaient les négociations. Or, cette année-là, Miguel Arraes – cette grande figure du centre gauche brésilien qui venait de récupérer son poste de gouverneur de l'État – parvint à convaincre les patrons de signer une plate-forme d'accord (d'ordinaire, ils campaient si fermement sur leurs positions que le Tribunal du travail était appelé à trancher, comme il entre dans ses attributions dès lors que les négociations n'ont pas abouti dans la semaine). Cette grève de 1987 acquit donc une grande importance symbolique dans le face-à-face tendu qui marque les relations sociales dans les campagnes nordestines, d'autant plus qu'en cette matière le Pernambouc sert depuis toujours de laboratoire d'essai.

J'ai assisté à la première séance des négociations, le lundi 21 septembre 1987. J'étais venu en compagnie d'intellectuels de Rio qui servaient d'experts au syndicat des travailleurs. Je voudrais livrer ici les minutes de cette séance de cinq heures au cours de laquelle s'ébaucha, dans les soubresauts, un dialogue qui avait moins vocation à aboutir qu'à exister et une forme de confrontation qui se voulait un modèle.

Les négociations se poursuivirent le mardi. Le lendemain, le gouverneur intervint personnellement en convoquant l'une après l'autre les délégations dans son bureau. Elles se retrouvèrent ensuite l'après-midi et tombèrent d'accord sur la plupart des points d'ordre non économique. Mais le principal problème demeurait la fixation du salaire minimum. Sa difficulté était telle que, dans la nuit du jeudi au vendredi, les négociations furent rompues sur

L'ébauche d'un dialogue

Les négociations doivent s'ouvrir à 16 heures dans les locaux d'un centre patronal d'apprentissage aux métiers du textile situé à Paulista, une ville ouvrière distante d'une vingtaine de kilomètres de Recife. C'est un ensemble de bâtiments modernes construits en bordure de l'autoroute.

Les années précédentes, les pourparlers se déroulaient à Recife même, non loin du siège de la FETAPE (la Fédération des travailleurs ruraux du Pernambouc). Les délégués du syndicat s'y rendaient à pied, les adhérents pouvaient y passer facilement à toute heure pour prendre la mesure de l'avancement des discussions. Cette fois-ci, la FETAPE a dû affréter un car (aux frais de l'administration) pour transporter sa délégation car l'accès est mal aisé. Tous les conseillers, venus de Rio ou d'ailleurs, empruntent ce moyen de transport. Je suis derrière en voiture, en compagnie d'un professeur d'Université et d'une étudiante en doctorat de Rio. L'usage d'une voiture particulière désigne notre statut d'observateurs neutres.

A notre arrivée, un homme se tient à la porte d'entrée qui serre la main de tous les arrivants. Renseignements pris, il se révèle être un fonctionnaire du ministère du Travail connu localement pour avoir eu la responsabilité, dans les années 1970, des interventions autoritaires auxquelles les militaires soumièrent les syndicats ouvriers de la zone sucrière. Nous enfilons un couloir jusqu'à déboucher dans un hall ouvert sur des jardins, où commence l'attente.

Il y a là des banquettes en ciment sur lesquelles s'asseoient la plupart des délégués locaux de la FETAPE. Ils s'y tiennent en silence, les mains vides, cependant que les responsables régionaux et la majorité de leurs conseillers restent debout à discuter entre eux. Rires, éclats de voix, chacun son dossier sous le bras, les avocats entre eux, les économistes de leur côté. Peu à peu, ils se mélangent, mais on ne voit pour ainsi dire aucun délégué local debout. Et l'on attend.

Un journaliste et un fonctionnaire des services du Travail s'intercalent sur une banquette entre les délégués ouvriers pour entamer une discussion. Polo vert gris, style Lacoste, pour le premier, costume gris et cravate rouge pour le second. D'autres journalistes font le pied de grue, adossés à un mur ou isolés dans leur coin. Ils ne profitent pas de ce temps mort pour parler aux porte-parole des travailleurs. Alors qu'ils fondent sur les représentants patronaux lorsque certains font leur apparition, de l'autre côté de la porte, dans un espace de transition dont nous découvrirons peu après qu'il donnait accès à la salle de réunion. Cet intervalle neutre sert même à quelques contacts rapides entre membres des deux délégations. Un nombre croissant de journalistes y passe pour sonder d'autres patrons restés plus en retrait. L'actualité se joue décidément là-bas.

Une seule personne vient directement dans le hall où nous attendons pour s'adresser à quelques représentants de la FETAPE : il s'agit d'un *usineiro* qui siège au gouvernement Arraes en tant que secrétaire à l'Industrie et au Commerce¹. Il peut se permettre ce genre de transgression, il le doit même s'il veut convaincre de son impartialité. Il porte une chemise rouge bordeaux à fines rayures noires sur un pantalon bleu marine strict et des chaussures de cuir noir. Ses cheveux blonds sont coupés court, l'ensemble de sa personne respire un style très européen. Cordial sans excès, il discute un moment avec l'économiste de la FETAPE, mais d'un air un peu indifférent. Leur échange ne dure pas longtemps.

Dans mon dos, une équipe de la télévision *Globo* attend dans la plus grande décontraction, polos largement ouverts, baskets. Ce sont des techniciens, leur reporter n'est pas encore là.

Plus loin, au milieu des délégués ouvriers, le fonctionnaire du Travail discute toujours avec son journaliste. Or, voici qu'à peine assis près d'eux, un responsable régional de la FETAPE se mêle à leur conversation. Mais il y a, entre lui et les deux premiers interlocuteurs, un délégué local qui se tient là depuis le début, une enveloppe à la main, probablement le courrier qu'il a reçu en vue de cette réunion. Comme les paroles sont échangées de part et d'autre de lui, qu'il

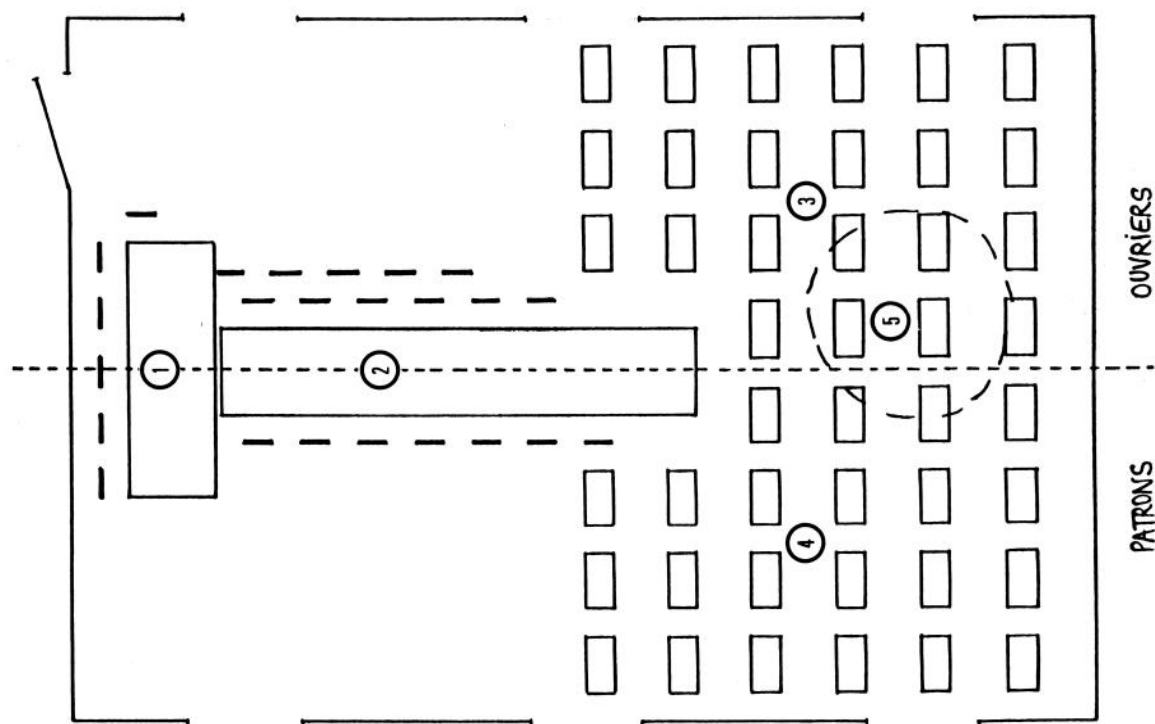
1. Il existe deux catégories de patrons (et donc d'organisations) dans le secteur de la canne à sucre : les *usi-neiros* qui possèdent des usines sucrières et les *forneceiros* (les fournisseurs), également appelés *cultivadores* parce qu'ils ne font que cultiver la canne et la livrer à l'industrie.

se trouve donc au cœur de ce qui se dit et en même temps en-deça, il tourne sans cesse la tête de droite à gauche, puis de gauche à droite en décochant aux trois compères cette sorte de sourire que l'on se compose lorsqu'on veut donner l'impression tout à la fois de l'entendement et de la discrétion. A aucun moment, il n'ouvrira la bouche pour prendre part aux échanges. Il a été pris dans ce flot par hasard.

Le monde est ainsi fait : il y a ceux qui se taisent et ceux qui parlent, ceux qui demeurent assis et ceux qui se tiennent debout, ceux qui arborent un dossier et ceux qui n'en ont pas. On pourrait ajouter : il y a les maigres et les gros car, à une exception près, les délégués locaux n'ont pas de ventre.

Lorsque je demande à mes voisins ce que l'on attend, leurs chuchotements me dévoilent un complot : les patrons refuseraient de prendre place à la table des négociations tant qu'ils n'auront pas reçu d'assurances sur la revalorisation du prix de la canne. Ils doivent rencontrer le président de la République ce jeudi, mais l'on murmure qu'ils pourraient être fixés plus tôt puisque le ministre des Finances s'envole pour les États-Unis mardi. Les leaders de la FETAPE s'attendent donc à une séance éclair : les patrons s'asseieraient uniquement pour déclarer qu'ils ne négocieront pas.

Or, tout à coup voici que s'ouvre la salle de négociation. Il est 16 heures 45. Sur la porte est inscrit « Bibliothèque », mais à l'intérieur ne se trouve aucun livre, aucun rayonnage.



*La disposition originelle de la salle
ou le formalisme préalable à une confrontation équitable*

1. La table des pouvoirs publics :

Au centre, le représentant du ministre du Travail venu de Brasilia.

A sa gauche, donc du côté des travailleurs (puisque la salle est évidemment divisée entre les ouvriers et les patrons) :

- le procureur général du Tribunal du travail de Recife qui, en cas de recours à la justice, sera chargé de rédiger le rapport destiné à éclairer les juges (ce juriste est l'ami personnel du responsable des questions économiques à la FETAPE) ;
- le secrétaire au Travail de l'État du Pernambouc, Romeu Fonte de Cavalcanti, qui, jusqu'à

l'année dernière, était le principal avocat de la FETAPE ;

– le fonctionnaire à cravate rouge déjà mentionné.

A sa droite, donc du côté des patrons :

– le secrétaire à l'Industrie et au Commerce déjà présenté ;

– un dernier personnage non identifié qui n'interviendra jamais dans les débats.

2. *La table de négociations proprement dite*

La FETAPE s'empare du premier bord accessible, le plus proche de la porte, tandis que les patrons contournent la table pour s'asseoir de l'autre côté en occupant toute la longueur. La délégation de la FETAPE, quant à elle, se regroupe vers le haut de la table, c'est-à-dire à proximité des arbitres de l'administration fédérale ou régionale ; quelques-uns de ses conseillers s'installent même une deuxième rangée de chaises juste derrière les principaux dirigeants du syndicat. C'est là, nous le verrons, une sage précaution car il n'y a pas de micros si bien que, tout au long de la séance, il sera difficile de suivre les discussions, y compris pour les négociateurs. (Certaines des années précédentes où la FETAPE avait refusé de négocier sans micros, on en avait installé. Mais rien de tout cela n'est exigé aujourd'hui, comme si l'impératif était de négocier à tout prix sans offrir la moindre possibilité de rupture à l'adversaire.)

3 et 4. *Les troupes de chaque camp*

Deux fois moins nombreuse que celle de la FETAPE, la délégation patronale se regroupe sur le front de ces tables d'écoliers, au plus près des négociateurs directs. Les patrons présents, qui semblent plutôt décontractés, échangent des plaisanteries. Beaucoup ont des attaché-cases. De l'autre côté, les membres de la FETAPE occupent presque toutes les tables situées dans leur moitié de salle. Les délégués locaux se sont assis plutôt sur les bords (c'est-à-dire sous les fenêtres) ou au fond, alors que les conseillers qui ne sont pas directement à la table des négociations accaparent les premiers rangs.

5. *Les observateurs*

Ici se sont concentrés les jeunes économistes de la FETAPE (il s'agit d'étudiants ou d'employés d'organismes de développement qui accompagnent à l'occasion les actions du syndicat), mes deux amies et moi. Notre petit groupe déborde un peu sur le camp patronal, mais nous sommes au-dessus de ces clivages !

6. *La presse*

Les journalistes restent debout contre la fenêtre proche de l'entrée. Certains sont déjà repartis après avoir obtenu l'interview qu'ils désiraient ; ils ont joué la montre ou fait le pari qu'il ne se passerait rien ici. Les autres attendent le début de la cérémonie. La *Globo* s'installe et commence aussitôt à filmer différents plans de la salle. On allume les lumières, les ventilateurs se mettent à tourner. Les représentants de la puissance publique ouvrent les débats.

Le délégué du ministre en appelle à la bonne volonté de tous pour que cette rencontre se déroule le mieux possible et permette la conclusion d'un accord. Parlent ensuite le procureur général, Romeu² et enfin le secrétaire à l'Industrie et au Commerce qui affirme assister aux débats uniquement en qualité d'observateur. Tous insistent sur l'importance de trouver une solution de conciliation. Leurs discours sont brefs. Les conseillers de la FETAPE prennent des notes, les dirigeants se contentent d'écouter. Du côté patronal, personne n'écrit rien.

Déjà, on sert à boire de l'eau dans des gobelets en plastique. L'employé qui fait le service commence par la table des médiateurs, puis aborde les négociateurs par le côté des patrons.

2. L'usage est au Brésil d'appeler tout un chacun par son prénom, souvent même lorsqu'il occupe une charge importante. Mais personne n'appellerait le gouverneur du Pernambouc autrement qu'Arraes. Est-ce une marque de respect et le prénom simplement une marque d'affection ? Difficile à trancher.

Une fois que les salariés ont reçu la parole, c'est le président de la CONTAG (la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture) qui parle le premier, cependant que continuent d'arriver des délégués ouvriers³. Faute de place, ils en viennent à s'asseoir derrière les représentants patronaux. C'est ensuite au président de la FETAPE de s'exprimer : il le fait de manière expéditive, l'essentiel a été dit avant lui.

C'est au moment où les représentants patronaux prennent la parole à leur tour que les retardataires de la FETAPE refluent vers les leurs, choisissant de se presser debout contre la fenêtre du fond. La coupure se refait entre les deux parties en présence.

De l'endroit où nous sommes, il est impossible d'entendre les paroles échangées autour de la table : tous parlent trop bas. La classe que nous formons demeure en-dehors des débats. Les journalistes, eux, vont et viennent cependant que s'engage la discussion entre les négociateurs, mais aussi des conciliabules entre les spectateurs de la FETAPE. Leurs rangs s'agitent, bougent, parlent, sans égard pour les rappels à l'ordre que leur adressent les conseillers des premiers rangs qui voudraient bien pouvoir suivre l'ordre du jour. Parmi les patrons règnent le silence et le calme individuel.

Le représentant du gouvernement fédéral reprend la parole pour détailler les principales exigences des travailleurs. Les négociateurs feuilletent le document établi par la FETAPE qui énonce 54 revendications. La puissance publique dispose que, pour engager la discussion sans courir le risque de la voir bloquée d'entrée de jeu, les revendications économiques seront examinées plus tard.

C'est le moment que choisit l'un des avocats des travailleurs – lunettes de soleil accrochées dans les cheveux, chemise largement ouverte, l'air un peu *m'as-tu vu* – pour se lancer dans un grand discours au nom des cinq syndicats qu'il représente : il réclame comme préalable la fixation du montant d'une amende qui serait infligée aux patrons ne respectant pas l'accord qui sortira de ces négociations. S'agit-il – comme il y paraît – d'un assaut contre les patrons ou bien n'est-ce pas plutôt une manière de régler des comptes avec la FETAPE sur la tactique de négociation⁴ ? En tout cas, son radicalisme prend de front le gouvernement Arraes qu'il accuse d'être incapable de résoudre les « véritables » problèmes des travailleurs. Devant cet étalage d'improvisation et de discorde parmi les travailleurs, les bancs des employeurs s'animent.

Deux nouvelles équipes de télévision arrivent en même temps, dont celle de *Rede Manchete*, la chaîne qui concurrence le plus sérieusement la *TV Globo* en matière d'information. Leurs projecteurs modifient l'éclairage de la salle. La table des négociations se retrouve entièrement balayée par les sun-lights et nous-mêmes dans la foulée, comme si nous n'en étions qu'une simple extension. Ils prennent des images, mais pas de son. Les journalistes forment des grappes mouvantes autour des négociateurs qu'ils écoutent ou interrogent à tour de rôle avant de se retrancher pour boire, discuter entre eux, voire rigoler.

On commence par l'examen de la revendication n° 5 qui réclame que le port d'arme soit interdit à tous les membres de la hiérarchie des plantations. Bien sûr, les employeurs s'y refusent au nom du respect de la liberté individuelle (chacun a le droit de se défendre) et de la propriété

3. Avant de devenir le leader national des travailleurs ruraux, ce dirigeant présidait la FETAPE, ce qui explique son attachement aux affaires du Pernambouc et le fait qu'il n'y rate aucune des grèves dans la canne à sucre.

4. Cet avocat parle au nom de cinq syndicats locaux liés à l'Église catholique qui fut à l'origine du syndicalisme paysan dans le Pernambouc et qui, passées les années 1960 et 1970 au cours desquelles son adversaire désigné était le communisme, se réinvestit peu à peu dans la FETAPE dont la direction actuelle est nettement marquée à gauche. Mais, entre-temps, l'attitude du clergé a changé et l'Église du Nordeste est devenue largement l'« Église du peuple », sous l'égide notamment de personnalités aussi marquantes que celle de Don Helder Camara, l'archevêque de Recife. Dans le cas présent, les militants catholiques s'opposent à la grève au nom de principes d'action plus radicaux, préférant par exemple provoquer l'invasion de grandes propriétés par des paysans « sans terre » pour accélérer la réforme agraire que de négocier sur la question des salaires. Le mardi 22, ils organisèrent une manifestation de femmes depuis le siège de la FETAPE jusqu'au palais du gouverneur où elles furent reçues dans l'après-midi. Ces paysannes alternaient les chants religieux et les mots d'ordre politiques tels que : « Le temps est proche où nous aurons la réforme agraire. »

privée (ce qui se passe à l'intérieur des domaines ne regarde nul autre que le maître des lieux)⁵. Au cours des années précédentes, on a déjà vu certains représentants patronaux exhiber leurs armes jusque dans la salle de négociations. Très rapidement, l'examen de cette question est reporté à plus tard et l'on aborde le point, moins sensible, du logement des ouvriers.

(Je ne puis, bien entendu, rendre compte de la teneur exacte des discussions ni de la nature des arguments échangés car il m'est toujours aussi difficile de les entendre. En fait, je crois être dans la même situation que les délégués locaux de la FETAPE assis à côté de moi : hors du coup. Eux savent toutefois qu'ils seront consultés en cas de difficulté sérieuse et que, si jamais la question centrale des salaires venait sur le tapis, ils seraient tous appelés à faire corps autour de leurs porte-parole. Les principaux animateurs de la grève ne se sont pas déplacés. Leur présence semble plus utile sur le terrain où il faut maintenir la mobilisation. Mais ils ont l'assurance de ne pas être absents des moments clés de la négociation.)

La journaliste de *Manchete* soumet le premier jet de son commentaire au caméraman qui semble être également le réalisateur du reportage. Puis elle se relit, corrige, répète. Lorsqu'il en a fini avec ses mouvements d'objectif, l'opérateur-metteur en scène, un beau grison, se recoiffe au beau milieu de la salle, allume une cigarette et se met à bavarder avec ceux de la *Globo*.

De son côté, le reporter de la troisième équipe de télévision, un petit jeune appliqué, s'est assis dans le fond à une table d'écolier, son équipe technique autour de lui. Les écouteurs du magnétophone sur les oreilles, il rédige son papier. Au passage, il a salué avec sympathie l'un des jeunes économistes de la FETAPE.

Là-bas, à la table des pouvoirs publics, le procureur bâille. Il s'est affaissé si bas dans son siège que c'est à peine si sa tête dépasse encore. Mais il n'a pas pas dénoué sa cravate ni tombé la veste. Son ennui conserve une mise stricte. A présent, les interlocuteurs ne se parlent plus seulement par l'intermédiaire des médiateurs, mais directement par-dessus la table, plus facilement, toutefois, de conseiller à conseiller, d'avocat à avocat, que de dirigeant à dirigeant.

Arrive le café. Il est 17 heures 30, dehors il fait déjà nuit.

Près de moi, depuis le début, des délégués ouvriers se tiennent immobiles sur leur chaise, insondables, insondés.

La commentatrice de *Manchete* se pomponne : elle va enregistrer, debout devant les négociateurs. Derrière elle, les mouvements se multiplient parmi les patrons : ils se lèvent, vont discuter en aparté près des fenêtres, certains quittent même la table des négociations. Le président de séance réclame le silence dans la salle. L'équipe technique étant prête, la journaliste commence à lire son texte quand passe dans son dos l'employé qui sert les cafés : il faut recommencer. Nouvelle prise, mais elle a dû se tromper. Et re. Cette fois, ils ont eu un problème de son. Le technicien s'affaire sur son appareil. La troisième prise est la bonne. Ils plient bagage aussitôt.

L'angle de vue qu'ils ont choisi est assez semblable au mien, c'est-à-dire qu'il prend l'enfilade de la table légèrement en oblique depuis l'arrière, côté travailleurs. Et sur cette vision, qui fait la part belle aux patrons comme aux autorités publiques, ils interposent au premier plan, en la personne de la journaliste, un commentaire qui explique ce qu'il faut retenir de l'évènement en cours, paraphrase d'images destinées avant tout à officialiser le démarrage des négociations. La télévision se place donc à la lisière entre les acteurs directs (les négociateurs) et les spectateurs les plus présents (nous). Mais, en situant son officiant du côté des acteurs qu'elle prend comme fond, elle se met en évidence comme la seule capable de faire surgir le véritable sens de l'évènement que ni nous, bien sûr, ni même peut-être les parties prenantes les plus impliquées ne

5. La question de la violence est évidemment au cœur des préoccupations syndicales puisque le respect des droits du travail suppose la normalisation des rapports entre patrons et ouvriers, donc la disparition de la violence dans les plantations. Mais la tâche n'est pas facile, en particulier parce que le Statut du travailleur rural n'a prévu aucune réparation possible contre des brutalités, voire des crimes commis contre des travailleurs ou leurs représentants. Autant dire que de tels actes demeurent assimilés à des délits d'ordre privé, justiciables des tribunaux civils, et que les syndicats ouvriers ont toutes les peines du monde à les dénoncer comme des violations du droit du travail.

sont à même de percevoir. Finalement, nous nous trouvons rejetés dans la masse indistincte des téléspectateurs puisque, bien que sur place, nous n'en percevons pas plus qu'eux. Et j'en viens à me dire que c'est par la télévision que nous saurons peut-être le fin mot de l'histoire⁶.

Le journaliste de la troisième équipe de télévision se lève de sa table pour venir discuter avec l'un des économistes de la FETAPE. Il porte une chemise rose à petits carreaux style rustique ; le tract édité par les travailleurs pour justifier leur grève dépasse de la poche arrière de son jean.

L'employé de la salle remplit un à un les gobelets de café disposés sur son plateau en vue d'une seconde tournée.

Tout à coup, près de moi, un délégué local se dresse pour mieux voir. Ou bien a-t-il entendu son nom, un mot particulier ? Mais, non, il se rasseoit aussitôt et se met à converser très tranquillement avec son voisin. Ils sont là pour faire corps. Ils sont le corps cependant que leurs dirigeants sont la tête et la parole. Ils font masse dans le décor.

Survient une journaliste blonde en salopette de jean à poches bouffantes et chemisier vert pâle. Après avoir glané quelques renseignements auprès d'un de ses collègues assis à proximité de la table des pouvoirs publics, elle se glisse derrière celle-ci pour interpeller directement le président de séance. Toutes les autres équipes de télévision sont déjà reparties, hormis celle qui attend toujours que son petit reporter en ait fini avec la rédaction de son papier.

Dans les premiers rangs de la FETAPE, un délégué local vêtu d'un T-shirt jaune citron est assis carrément le dos à la table des négociations : il songe.

Les discussions piétinent, mais ce sont tout de même des discussions. Les conseillers du syndicat ouvrier ne croient pas qu'elles durent encore longtemps car beaucoup de personnes viennent de loin, y compris parmi les patrons, lesquels n'ont toujours pas l'air très décidés à lâcher des concessions d'importance avant de connaître la décision de Brasilia sur les cours de la canne à sucre. Tout le monde préférerait rentrer dîner chez soi.

Enfin le petit reporter de télévision s'est levé de sa table d'écolier. Il va saluer ses confrères de la presse écrite qui campent près des représentants de l'administration, puis repart du côté patronal interroger deux secondes l'un des dirigeants qui négocient. Lorsqu'il s'estime prêt, son équipe se lève et rallie l'entrée du couloir où ils réalisent l'interview de Romeu et du secrétaire à l'Industrie et au Commerce. La belle blonde est de la partie. Certains patrons se déplacent pour aller écouter les déclarations. A la suite, et toujours dans le couloir, intervient l'interview du président des fournisseurs de canne ; d'abord sans éclairages, puis sous les projecteurs. Faut-il donc sortir pour tenir des propos sur les négociations lorsqu'on y participe soi-même ? La suite montrera que non.

Pour s'accorder sur un point en litige, les employeurs se lèvent de table et vont discuter dans leur coin. Tout le monde en fait autant. Un avocat des ouvriers en profite pour entreprendre le président de séance. L'assistance déambule dans tous les sens, le brouhaha se généralise. Tandis que dans le couloir dure l'interview.

L'heure des boissons est passée, l'employé de service est parti.

Dès qu'il en a terminé avec les journalistes, le président des fournisseurs de canne quitte la salle, preuve, s'il en était besoin, du peu d'intérêt qu'il accorde à ces pourparlers. Dans les deux camps d'ailleurs, on peut remarquer certaines absences de poids : aussi bien celle des deux principaux animateurs de la grève sur le terrain que celle du président des usineiros. Le président de la CONTAG gagne à son tour le couloir pour passer sous les projecteurs. A cet instant se

6. Les négociateurs ne sont peut-être pas mieux lotis que nous. Ainsi, le jeudi suivant, le fameux avocat des cinq syndicats catholiques pénétra dans la salle avec un minuscule poste de télévision qu'il posa sur la table et alluma à l'heure du journal pour suivre les informations sur la grève. Un cercle se forma autour de lui auquel se joignirent même plusieurs patrons. Le reportage s'acheva sur cette phrase : « Les négociations reprennent à l'instant même. » Aussitôt, l'avocat éteignit le poste, tout le monde regagna son siège et les discussions reprurent. Du moment que la télévision l'avait annoncé !

dessinent donc deux pôles d'attraction : le couloir, où s'enregistrent les déclarations publiques, et le groupe des patrons qui règlent leurs problèmes internes. Dans l'intervalle, la table de négociation reste vide.

Un jeune gars de la FETAPE me regarde écrire. Il regarde mes mains écrire, simplement.

Je me lève moi aussi, il n'y a pas de raison, et vais m'installer plus près du théâtre des opérations. Les journalistes présents se mettent à recueillir dans la salle les propos de tout un chacun, des dirigeants comme de leurs conseillers. Les déclarations se poursuivent dans le couloir, avec ou sans éclairages. Romeu est assis parmi ses anciens camarades du syndicat. Le secrétaire à l'Industrie et au Commerce, lui, est resté à sa place, mais il est engagé dans un tête-à-tête avec le président de séance et le principal avocat des patrons.

18 heures 25 : les patrons sont de nouveau prêts, le président de la CONTAG se rassoit, la télévision quitte les lieux.

Vus d'où je me trouve à présent, les interlocuteurs se réduisent à un alignement compact de dos et de visages interposés dans les interstices. Je ne vois plus les délégués de base qui sont restés derrière moi. Je campe à mon tour à la lisière du monde officiel.

Mais voici que les patrons rééditent la manœuvre de se retirer dans leur camp. Pourtant, tous ne se lèvent pas : chez eux aussi, il y a les importants et les autres. Ce sont surtout leurs avocats qui parlent, leurs économistes se taisent. En moins d'une minute, les patrons regagnent la table. De quoi avaient-ils besoin de débattre s'ils ont réussi à se mettre d'accord aussi vite ? Jeu sur les formes, jeu sur les nerfs.

Il n'y a plus aucun délégué patronal assis aux tables d'écoliers : tous font cercle debout autour de leurs porte-parole. Tandis que les élus locaux des travailleurs sont toujours aux mêmes places, iguanes hiératiques, figures silencieuses et indestructibles. Parmi eux, pourtant, une poignée se sont levés pour aller se coller contre leurs dirigeants : militants de base issus de ces cinq fameux syndicats catholiques, ils ont dû être amenés pour faire pression sur les négociateurs. Lesquels poursuivent leurs débats d'une voix de plus en plus basse. L'univers des décideurs se concentre sur lui-même, rejetant les simples spectateurs sur des orbites lointaines.

A cet instant, je comptais intituler cette chronique : « La terre tourne autour du soleil ». Je me rangeais, ainsi que les délégués locaux des ouvriers, parmi les terriens minuscules et nous tournions en silence autour de cet astre mouvant et néanmoins compact fait d'hommes qui comptent. C'est alors que l'un des conseillers de la FETAPE, arrivé de Rio l'avant-veille, vint informer les troupes de l'arrière du cours des discussions. Aussitôt se créa autour de lui une certaine animation qui ne retomba pas immédiatement après qu'il eût regagné son poste solaire. Mais cela montre encore que la circulation d'idées dépend entièrement des responsables et de leur pouvoir de « porter le débat à la base ». A plusieurs occasions précédemment, chaque fois qu'un point nécessitait d'improviser une décision, ils auraient fait venir à la table tel ou tel délégué local pour solliciter son avis (j'emploie le conditionnel car je n'avais rien remarqué et que cette précision m'a été fournie après-coup). Dans ces conditions, peut-être faudrait-il changer de titre et opter pour celui-ci : « Le soleil a rendez-vous avec la lune ». Rendez-vous furtif par nature. D'ailleurs, les militants de base qui étaient allés suivre de plus près les tractations reviennent déjà s'asseoir dans le fond de la salle.

Pendant tout ce temps, les patrons sont repartis dans leurs conciliabules privés. La délégation de la FETAPE en fait autant, mais en demeurant assise à la table. Le même avocat retourne pour la troisième fois discuter avec le président de séance : ils doivent travailler à la rédaction d'un texte de compromis. Devant eux s'étaient plusieurs feuilles qui portent des versions manuscrites inégalement raturées. L'avocat des employeurs s'adresse directement au président de la CONTAG.

Les délégués locaux continuent à s'en aller, beaucoup sont déjà partis. Il est 19 heures.

A présent, c'est au tour de la FETAPE de se retirer sur l'Aventin. Le secrétaire à l'Industrie et au Commerce en profite pour aller serrer des mains dans les rangs des travailleurs. Il se

penche vers eux avec un sourire bonhomme et leur parle en restant debout. Une croix en or s'échappe de l'ouverture de sa chemise⁷.

Un avocat de la FETAPE demeuré constamment en retrait – tenue simple, visage las, sur les lèvres un sourire tendre et fataliste – tient à la main la liste des revendications du syndicat : en marge de l'une d'elle, j'aperçois qu'il a écrit « OK ». C'est la seule : l'accord s'est fait sur le paiement du salaire pendant la durée de la maladie du travailleur.

A 19 heures 20, la séance reprend. Le secrétaire à l'Industrie et au Commerce a regagné sa place comme par magie. Sont-ils venus dans son sillage ? Toujours est-il qu'à présent un cercle de délégués locaux de la FETAPE s'est formé autour de la table des pouvoirs publics ; certains écoutent, leur chapeau à la main. Ceux qui, dans la salle, veulent vraiment entendre, poussent leur chaise vers le centre des débats.

Voici que le président des fournisseurs de canne fait sa réapparition, tout comme l'homme qui sert à boire, mais c'est une pure coïncidence⁸. Le principal avocat des patrons et quelques autres vont s'installer en retrait à des tables d'écolier pour rédiger à leur tour une moulture du texte en litige. Le président reste debout au-dessus d'eux à les observer nonchalamment. Délégation de pouvoir ou désintérêt ? Chez les employeurs, ce sont les avocats qui négocient ; pour la FETAPE, ce sont ces dirigeants.

Le représentant du ministre du Travail arbore un air fatigué – barbe noire, chemise blanche déboutonnée sous sa veste beige –, mais n'entre-t-il pas dans sa fonction d'être constamment las ?

La *Globo* a envoyé une nouvelle équipe (et si, contre toute attente, l'accord était trouvé dès ce soir ?). Celle-ci, comme les précédentes, est composée de trois techniciens et d'une fille télégénique qui a déjà un commentaire rédigé sur son cahier.

L'avocat des patrons a rejoint la table où la discussion va bon train, pinaillant le texte mot à mot. Les patrons argumentent assis, les travailleurs debout. On n'entendait déjà plus rien ; à présent, c'est la vue qui se dérobe, à moins d'en être. Écran vertical impénétrable.

La journaliste de la télévision discute un moment avec les économistes qui, dans ce contexte de joutes verbales sur des questions sociales, se retrouvent au chômage technique. Puis elle retouche son papier. Après quoi, elle passe du côté des employeurs où, en un tournemain, elle réalise devant la caméra l'interview d'un dirigeant à même la salle. Dans le désordre de cette réunion qui s'éternise – à quoi ressemblerait mon schéma d'origine si j'essayais de le refaire à présent ? –, il n'est plus besoin de se retirer dans le couloir. Cet homme a un air sans façon dans son polo rayé négligemment ouvert. Il répond aux questions les yeux dans le vide, les mains derrière le dos. Bouclée en moins de deux minutes, la séquence s'achève sur un panorama de la salle.

A côté de moi, un délégué local de la FETAPE lit l'article du *Diario de Pernambuco* de ce matin qui titrait : « La grève dans les champs paralyse toute la zone de la canne à sucre ». En apprendra-t-il davantage par la presse ?

7. Cet homme a un frère qui possède une plantation au sud de Recife réputée pour ne jamais connaître de grèves. Cette année encore, ses salariés travaillent normalement à la récolte de la canne à sucre. L'univers des grands propriétaires fourmille ainsi de mystères et de contradictions comme ici, au sein de la même famille, entre le libéralisme politique et le paternalisme le plus traditionnel.

8. L'une des clés du succès de ces négociations est la dissension qui se fit jour entre les *cultivadores* et les *usineiros*, les premiers s'étant finalement résolus à siéger auprès des seconds alors que leur principe de départ était de ne rien discuter tant que les cours de la canne à sucre n'auraient pas été fixés à un niveau satisfaisant. Malheureusement pour eux, le président de la République ne leur accorda pas l'audience promise et les *usineiros* semblaient pressés d'en finir avec ce conflit qui bloquait leur industrie. Il faut dire qu'en pareil cas, les revendications des travailleurs pèsent beaucoup plus sur les producteurs de canne – qui en emploient l'immense majorité – que sur les transformateurs.

La journaliste de télévision peaufine encore son papier cependant qu'à la table des pouvoirs publics le procureur parle. Il porte toujours sa veste et sa cravate nouée serrée. On appelle la reporter au téléphone. Il est 20 heures.

Ils trouvent à présent le moyen de rigoler, ils vont se quitter bons amis (des ouvriers de la délégation ont encore en mémoire les violences dont se sont rendus coupables certains de leurs interlocuteurs patronaux d'aujourd'hui). Mais recommencent les délibérations en aparté (il faudrait savoir décrire ces apartés et comprendre leur véritable fonction). L'une des conseillères de la FETAPE profite de l'interruption pour se servir de l'eau directement à la table de l'administration. Elle remplit également le verre du secrétaire à l'Industrie et au Commerce qui, avec le procureur et Romeu, sera resté le plus assidûment à sa place. Fonction d'arbitre oblige.

Pour enregistrer son texte, la journaliste s'est postée devant la table de négociations côté patrons. Nous, nous la regardons faire. Nous appartenons désespérément à la catégorie du « public ». Nous regardons ceux qui négocient et, tout uniquement, ceux qui viennent parler d'eux (et avec eux). Les gens importants se remarquent justement au fait qu'ils ne prêtent aucune attention à cette paraphrase de la télévision. Elle fait partie de leur monde. Elle ne constitue pas un spectacle à leurs yeux puisqu'ils sont au cœur du spectacle. Ils ne se dérangent que pour y gagner la vedette.

Les tractations ont pris un tour très accroché, chaque mot compte. Combat d'excellence entre ceux qui ont le pouvoir de parler au nom des autres. Mais ce qui semble si crucial à cet instant peut tout aussi bien être délaissé à la seconde où plus important se présente. Ainsi l'avocat principal des patrons abandonne-t-il subitement la table pour passer devant la caméra. D'autres parlent pour lui, il parle pour d'autres. Son interview n'excède pas la minute.

Après lui, la journaliste va chercher le président de la FETAPE et l'entraîne vers l'emplacement où sont restés ses techniciens. Mais lui s'arrête exactement au bout de la table, refusant de le dépasser. Du coup, la caméra le filme par-dessus la table en prenant pour fond cette poignée de délégués locaux – ils ne sont plus que cinq ou six – qui se tiennent assis depuis des heures à leurs tables d'écoliers.

Partie sur la lancée de ses interviews expéditives qui s'enchaînent comme un tableau de chasse, la reporter voudrait recueillir les propos du président de séance. Mais il lui indique sa montre : veut-il signifier que les pourparlers vont s'achever bientôt ? En tout cas, elle doit attendre ; ses techniciens se posent, elle remet ses lunettes.

20 heures 30 : ils ont dû se mettre d'accord car tous se lèvent. En fait, rien n'est décidé sinon le renvoi des discussions à demain. La télévision peut enfin interviewer le président de séance qui a réussi sa journée.

Avant que tous n'aient quitté la salle, il se produit encore une sorte de chassé-croisé dans lequel se rencontrent brièvement divers membres des deux camps. Car, pour sortir, les représentants patronaux sont obligés de traverser les rangs des salariés et, à cette occasion, certains se saluent, voire échangent quelques mots. Lorsque nous débouchons dehors, le chauffeur est déjà au volant de son car. Les délégués locaux qui avaient déserté la réunion sortent de la nuit et remontent un par un dans le véhicule. Ils avaient préféré goûter dehors la fraîcheur de l'obscurité.

« La paix a présidé au premier jour des négociations » (*Diario de Pernambuco*, 22 septembre 1987).

« La violence marque le second jour de la grève sur le terrain » (*Diario de Pernambuco*, 23 septembre 1987).

un constat de désaccord, les représentants des deux bords préférant s'en remettre à la justice. Or, un intense ballet de rencontres secrètes s'engagea pendant le week-end, orchestré par les hommes du gouverneur, qui aboutit à la reprise spectaculaire des négociations le lundi (la veille de l'audience du tribunal) et finalement à un accord après 24 heures de discussions ininterrompues.

Au-delà du succès, les mystères d'une grève

Une fois de plus, les travailleurs du Pernambouc avaient apporté la preuve de leur détermination et de leurs appuis politiques. Mais les Fédérations des États voisins n'avaient pas suivi ou avaient accepté une convention collective sans même recourir à la grève. Le syndicat modèle du Pernambouc ne fait guère école. Quant aux grévistes, qu'avaient-ils gagné réellement ?

Tout au long de l'année, une kyrielle de conflits localisés les opposèrent à leurs patrons pour le simple respect des droits acquis. Sans cette combativité opiniâtre, l'accord de septembre serait resté largement lettre morte. D'ailleurs, certains avantages accordés furent de nouveau revendiqués l'année suivante faute d'être devenus réalité⁹. Tel est le paradoxe de cette manifestation massive et apparemment inefficace.

En fait, dès la reprise du travail, la grande confrontation des classes mise en scène par la grève reprend sa forme ordinaire, quotidienne, familière : les contremaîtres sont souvent parents des travailleurs et le patron redevient cet homme redouté qui leur donne non seulement du travail, mais une maison et un lopin de terre, quand il n'est pas le parrain d'un de leurs enfants. Comment se retourner contre un maître à qui l'on doit tant ?

Lorsqu'ils criaient leurs slogans, les grévistes défiaient des patrons sans visage auxquels ils se sentaient en mesure d'opposer leur

force collective. Le nombre était même leur seule arme. Or, ils perdent cette arme au moment même où leur patron récupère les siennes. Dans *Le dieu noir et le diable blond*, le film de Glauber Rocha, un notable local distingue la loi du gouverneur et celle du pistolet. Quand elle bat son plein, la grève en appelle au premier qui, avec l'aide de la police, est responsable de l'ordre public. Mais aussitôt après resurgissent les pistolets des hommes de main qui, eux, préservent jalousement l'ordre privé des plantations où jusque récemment ne pénétrait librement aucune des autorités publiques constituées, ni religieuses, ni policières, ni politiques.

A leur façon, les ouvriers confortent l'inviolabilité de cet univers de domination personnalisée qui est en même temps de bienfaisance (ou qui prétend l'être). Puisque s'insurger est déjà une manifestation d'ingratitude, comment pourraient-ils y ajouter la lâcheté d'en appeler à des forces extérieures ? C'est ainsi que certains travailleurs maltraités refusent l'aide du syndicat pour échapper à la honte de ne pas régler leur différend d'homme à homme, même s'ils le savent perdu d'avance.

Les syndicalistes connaissent l'emprise de ce mélange de faveurs et de violences qui retient les ouvriers d'en ressentir l'injustice et surtout de s'en défendre. C'est pourquoi ils s'efforcent d'arracher petit à petit la reconnaissance de droits valables pour tous et partout. Si la grève paraît peu efficace, c'est peut-être parce que son principal résultat est de sceller peu à peu certaines faveurs particulières en droits universels. La réalité paraît figée alors qu'insensiblement elle se normalise.

Encore faut-il toute l'obstination des avocats du syndicat pour parvenir à porter devant la justice ne serait-ce qu'une partie des innombrables infractions. Travail de fourmi, épuisant, dangereux et peu visible. Dès lors, on comprend l'attention que le syndicat met une fois l'an à réussir la grève : à cette occasion, il privilégie délibérément l'impact politique de

cette démonstration de force et ses répercussions sur le moral des travailleurs, par rapport à sa portée concrète.

Cette mobilisation n'est pas le moindre des mystères. Comment, en effet, ce syndicat habituellement combattu avec succès par les employeurs réussit-il à mobiliser de telles troupes l'espace d'une semaine ? Difficile de donner une réponse. J'ai entendu certains travailleurs dire qu'ils faisaient grève « pour obéir au syndicat ». Et s'il existait aussi des relations de clientélisme avec l'organisation et ses représentants, tissés par exemple au travers des services médicaux ou juridiques que gère le syndicat ? Rien n'est simple dans ce monde où chacun se bat pour dominer. Finalement, cette grève n'est-elle pas à la fois forte et faible parce qu'elle traîne dans son sillage une masse d'ouvriers moralement tenus de s'y investir ? Si bien que le changement qu'elle opère dans l'ordre social est peut-être plus massif et momentané que profond.

La réponse appartient à l'avenir.



9. Il faut dire que le droit pousse à ces bégaiements puisque les conventions collectives ne valent que pour une année.